



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRIGOPOLIS

ZAC de Gabardie
1 Impasse Marthe Condat
31200 Toulouse

Références : 2026/206
Code AIOT : 0006809361

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement FRIGOPOLIS implanté ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à un signalement effectué le 24 mars 2026 concernant un débordement dans le stockage des réfrigérateurs au sein de l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRIGOPOLIS
- ZAC de Gabardie 1 Impasse Marthe Condat 31200 Toulouse
- Code AIOT : 0006809361

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société FRIGOPOLIS est autorisée à exploiter une installation de regroupement, tri et traitement (démontage, broyage et récupération des gaz de réfrigération) de réfrigérateurs et de congélateurs (appelés Gros Électroménager (GEM) froid) par arrêté préfectoral du 01/09/2014. Elle relève à ce titre des rubriques n° 2711 (enregistrement) et n° 2790 (autorisation) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'entreprise a été reprise par le groupe SIRMET qui dispose de plusieurs sites en France (essentiellement dans le Sud-Ouest), spécialisés dans le recyclage des DEEE, VHU, ferrailles et métaux.

Le site relève également de la directive européenne 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite «Directive IED», au titre des rubriques n° 3510 (élimination ou valorisation des déchets dangereux) et n° 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) de la nomenclature des ICPE (ces rubriques ont été reprises dans un arrêté préfectoral complémentaire du 01/09/2016 puis dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021).

Les opérations de traitement comprennent une première phase de dépollution des GEM froids qui consiste à démonter les équipements intérieurs des appareils (verre, plastique), enlever les câbles électriques, les moteurs, les compresseurs, etc. et à vider les appareils des fluides réfrigérants et des huiles contenues dans les compresseurs.

Suite à un incendie sur l'installation, la seconde phase de traitement consistant au broyage des GEM froids dépollués est à l'arrêt depuis fin octobre 2025. Un redémarrage du broyage est prévu pour début juillet 2026.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3 et 5.1.7	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
2	Rétention sous stockage de liquides	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1 I et III	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1 V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 30 mars 2026 a mis en évidence 3 non-conformités :

- 1) les conditions de stockage ainsi que la quantité de grands électroménagers (GEM) froids stockés au sein du site (tels que prescrits dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/10/2021) ne sont pas respectées. L'inspection a en effet constaté des débordements des îlots de stockage, ce qui a été confirmé par l'exploitant par courriel du 03 avril 2026 ;
- 2) l'accès à la réserve d'eau incendie n'est pas garantie et l'accès des véhicules de secours n'est pas dégagée ;

ces deux non-conformités augmentent les risques d'incendie au sein du site.

- 3) des réservoirs d'huiles usagées ne sont pas stockés sur rétentions.

Cette non-conformité entraîne des risques de pollution de sols et/ou des eaux souterraines.

C'est pourquoi, il est proposé au préfet de la Haute-Garonne un arrêté préfectoral de mise en demeure sur ces points.

De plus, il est demandé à l'exploitant des justificatifs concernant la capacité totale de rétention des eaux d'extinction incendie (répartie entre son installation et l'installation voisine) et son droit d'usage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 5.1.3 et 5.1.7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <u>Article 5.1.3</u> [...] Les GEM froid avant broyage sont stockés sous forme d'îlots de matières séparés par des distances supérieures aux distances des effets dominos entre les différents stockages définies dans l'étude de dangers du site, et reprises dans le tableau de l'annexe III. Ces îlots sont limités à 4,8 m de hauteur, correspondant à l'empilement horizontal de 8 GEM froid, et sont matérialisés par un marquage pérenne au sol. Sont stockées au maximum, et selon les dispositions de l'étude de dangers du site et le plan en annexe H, les quantités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• GEM froid à dépolluer : 9100 appareils (450t) maximum répartis par îlots d'au maximum 220 m² ;• GEM froid - phase 1 réalisée : 2200 appareils (82t) maximum ; Les types et quantité de déchets produits à l'issue des opérations de dépollution, et entreposés sur le site, ne dépassent pas les quantités mentionnées à l'article 5.1.7. [...]

Article 5.1.7

Sont stockées, au maximum, et selon les dispositions de l'étude de dangers du site et le plan en annexe II du présent arrêté, les quantités suivantes :

Type de déchets	Nature des déchets	Quantités maximales stockées
Déchets dangereux	GEM froid à dépolluer	450 t
Déchets dangereux	GEM froid dépollués	82 t

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les GEM froids dépollués étaient stockés sur les îlots de stockage prévus pour le stockage des GEM à dépolluer. De plus, une grande partie des GEM dépollués étaient stockés en dehors des zones délimitées par des marquages permanents. Les GEM à dépolluer étaient stockés uniquement à l'abri dans le hangar, en attente de l'opération de dépollution.

Pas sondage, l'inspection a constaté qu'un îlot de stockage (sur les 8 îlots vus sur site) était constitué de 1 440 appareils dépollués, ce qui, en extrapolant sur l'ensemble du site, fait dépasser la quantité maximale autorisée au sein du site (82 tonnes, ce qui correspond à environ 2 200 appareils).

Ce constat a été confirmé par un courriel de l'exploitant datant du 03 avril 2026. Celui-ci indique que son niveau de stock le plus à jour correspond à 655 tonnes et il est composé de 210 tonnes de GEM froids à dépolluer et de 445 tonnes de GEM froids dépollués. La quantité de GEM froids à dépolluer dépasse la quantité prescrite par arrêté.

Les conditions de stockage ne respectent pas les prescriptions de l'arrêté préfectoral et la quantité maximale de GEM froids dépollués est dépassée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les constats constituent une non-conformité aux articles sus-cité, c'est pourquoi il est proposé une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 2 : Rétention sous stockage de liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1 I et III

Thème(s) : Risques chroniques, risque de pollution

Prescription contrôlée :

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

[...]

III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Constats :

L'inspection a constaté que trois réservoirs de liquides contenant des huiles usagées et des fluides frigorigènes ne sont pas placés sur rétention (deux de ces réservoirs sont situés dans un hangar abritant le futur broyeur et le dernier est situé à l'extérieur, entre les 2 bâtiments).

Un autre réservoir est stocké sous un abri extérieur et sur rétention mais cette dernière est pleine, d'eaux météoriques a priori. Il revient à l'exploitant de vider régulièrement les rétentions afin de pouvoir maintenir un volume de rétention adapté.

Cela constitue une non-conformité à l'article sus-cité. C'est pourquoi il est proposé une mise en demeure sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de mettre tous les réservoirs sur rétention et de vider la rétention pleine.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Confinement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.5.1 V

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement est réalisé :

- sur la partie de l'extension par un bassin de 550 m³ équipé d'une vanne manuelle et d'un obturateur automatique permettant la mise en rétention complète de la zone ;
- sur la zone existante, par l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales par une vanne.

Les surfaces imperméabilisées peuvent conserver en surface environ 800 m³.

Constats :

Dans un porter à connaissance transmis en octobre 2025, l'exploitant a indiqué disposer d'une capacité de rétention de 550 m³ au sein de son installation et qu'une autre partie de 800 m³ serait assurée par les dispositifs de l'entreprise voisine (société Fournier Métaux).

Le jour de la visite, l'exploitant ne savait pas expliquer comment était réparti le confinement des eaux incendie en dehors du site.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis en date du 01/04/2026 un schéma des rétentions des deux entreprises.

Au niveau de l'entreprise Fournier Métaux, les eaux sont en partie confinées au niveau de la cour (disposant d'un point bas) pour une capacité totale de 417m³ et en partie confinée dans un bâtiment pour une capacité de rétention de 400 m³ (soit en total : 817 m³). Au niveau de l'entreprise Frigopolis, la rétention s'effectue au niveau du bassin de rétention d'une capacité de 470 m³ pour les eaux d'extinction incendie.

Toutefois, ces schémas ne permettent pas d'indiquer si les eaux provenant de Frigopolis pourraient se retrouver confinées au sein des rétentions présentes au niveau de l'entreprise Fournier Métaux.

De plus, les volumes indiqués dans ces plans ne correspondent pas aux volumes déclarés et prescrits dans l'arrêté préfectoral.

Une convention bipartite (datant du 11 octobre 2019 et signée le 23 octobre 2019) a été transmise à l'inspection en date du 01/04/2026. Cette convention indique les responsabilités de chacune

des entreprises dans le maintien des moyens de lutte contre l'incendie, mais n'indique pas un droit d'usage des rétentions à disposition.

Cette convention mentionne une "*consigne de situation d'urgence*" en cas de pollution accidentelle et indique que : "*Une consigne incendie sera réalisée en concertation par les entités. Elle comprend l'alerte, l'évacuation, l'attaque du feu, la coupure des énergies, la vanne guillotine, les consignes d'urgence, etc...*".

Ces deux consignes ne sont pas annexées à cette convention.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier que la capacité de rétention totale est bien respectée ;
- démontrer que les eaux d'extinction issues de l'entreprise Frigopolis pourraient bien être confinées au sein de l'entreprise Fournier Métaux ;
- transmettre la consigne de situation d'urgence en cas de pollution accidentelle ;
- transmettre la consigne incendie réalisée en concertation par les deux entreprises.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/09/2014, article 7.4

Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriée aux risques, notamment:

- (...)
- dès le redémarrage des activités, d'une réserve d'eau d'au moins 160 mètres cubes destinée à l'extinction. Elle est accessible en toutes circonstances. (...) ;
- (...)

Constats :

La réserve incendie ainsi que la borne incendie interne ont été vues par l'inspection, néanmoins, leur accès n'est pas garanti.

En effet, des carcasses de GEM (platin) ont été vues stockées près de l'accès.

De même, l'accès des engins des services de secours est obturé par du stockage de GEM.

Cela constitue une non-conformité à l'article sus-cité, c'est pourquoi il est proposé une mise en demeure.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé d'évacuer les GEM stockés, afin de libérer les accès à ces moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois